

## Jeu des chaises musicales des médiateurs dans le crise burundaise

Le Pays, 06/07/2015

Récusation du Médiateur de l'ONU par Nkurunziza : La fuite en avant continue. Alors que s'ouvrait dans la capitale tanzanienne, un nouveau sommet de la Communauté des Etats de l'Afrique de l'Est (EAC) le Burundi, se joue sur les flancs des collines de Bujumbura une partie de ping-pong entre Pierre Nkurunziza et son opposition. En effet, après la démission de son rôle de médiateur dans le dialogue gouvernement-opposition de l'envoyé spécial de l'ONU dans la région des Grands Lacs, Saïd Djinnit, sur la demande de l'opposition pour supposer ou avouer, c'est au tour de Nkurunziza de récuser le nouveau médiateur, le Sénégalais Abdoulaye Wade motifs qu'il n'aurait pas servi ses premières rencontres aux autorités et qu'il aurait proposé un report de ce faisant, le nouveau médiateur se serait rendu coupable d'un «manque de respect» à la souveraineté nationale burundaise. La régression de l'argument est symptomatique de mobiles plus profonds que le régime de Bujumbura peuvole. Le rejet d'Abdoulaye Bathily est une manœuvre de diversion de Nkurunziza pour gagner du temps. Par cette récuser du nouvel émissaire de l'ONU dans la crise burundaise, Nkurunziza reprend des représailles contre la communauté internationale qui dénie toute crédibilité aux élections municipales et législatives du 29 juin. En effet, le rapport de la MENUB (Mission électorale des Nations unies au Burundi) est, on ne peut plus s'ouvrir sur ces élections intervenues «dans un environnement qui n'était pas propice à la tenue d'un scrutin libre, crédible et démocratique» l'avis de Bujumbura, l'ONU exerce une pression sur la MENUB «pour refuser la volonté du peuple exprimée à travers les élections». Nkurunziza est d'autant plus agacé que la communauté internationale refuse de l'accompagner dans sa campagne solitaire qu'il a entreprise dans le sang de son peuple, au son des crissements des kalachnikovs et des détonations de grenades vers la présidentielle du 15 juillet prochain. L'occasion faisant le larron, le rejet d'Abdoulaye Bathily est surtout et aussi une manœuvre de diversion de Nkurunziza pour gagner du temps, dans sa course aux élections qui vont lui conférer, espérait-il, une nouvelle légitimité pour primer les contestations de son opposition et s'accrocher au pouvoir. Et dans cette logique, il est droit dans ses bottes, dans la posture de Jules César : tous ceux qui ne sont pas avec lui sont contre lui. Et, en fait les faits, Abdoulaye Bathily, connu pour son rôle dans la chute du président Abdoulaye Wade au Sénégal. C'est donc la stratégie de la fuite en avant, avec pour prime de faire le vide au Burundi pour éteindre sa mascarade électorale. Le refus de l'émissaire de l'ONU peut être enfin perçu comme un message de Nkurunziza à l'endroit du Sommet de l'EAC qui s'est ouvert à Dar-Es-Salaam et auquel il n'est pas en tant que principal concerné, prétendument en raison de sa campagne. On se rappelle, le précédent sommet avait fait trois recommandations (repousser les élections, désarmer les milices et entamer un dialogue avec l'opposition) auxquelles Nkurunziza avait opposé une fin de non-recevoir par la suite qu'il y a donné : élections municipales et législatives précipitées, marche forcée et solitaire vers la présidentielle, absence de dialogue et surtout explosion de la violence. Son message à l'endroit de ses pairs est donc sans équivoque : en récuser l'émissaire de l'ONU, il avance, toute initiative ou recommandation allant dans le sens d'un dialogue qui aurait pour conséquence un éventuel report de l'élection présidentielle. Tout semble d'ailleurs laisser croire que Nkurunziza a peu de chances d'être élu par ce sommet de l'EAC. Car, par lâcheté ou par dépit ou encore par solidarité dans le mal, les têtes couronnées sous-région n'ont pas répondu à l'appel de la crise burundaise, à l'exception du seul Ougandais Yoweri Museveni achevant de convaincre de leur faillite morale. Le sommet s'est contenté d'une résolution à minima, avec peu de chances d'être suivie d'effet : repousser les élections jusqu'au 30 juillet pour donner le temps au médiateur d'entamer un dialogue. Il devient urgent de prendre des sanctions personnelles contre Nkurunziza et son gouvernement. En tout cas, le bruit des chaises musicales des médiateurs de l'ONU à Bujumbura amène à s'interroger sur l'efficacité du dialogue soutenue par la communauté internationale dans cette crise burundaise. Le régime de Nkurunziza a, jusqu'à présent, malmené ce dialogue qu'il a empuanti de l'odeur de nombreux cadavres. Pendant que ce dialogue peine à prendre forme, le pays s'installe progressivement dans la guerre civile, avec la revendication d'insurrection officielle des attaques à la grenade par les militaires putschistes en fuite, notamment du général Léonard Ngendakumana, avec la crainte de voir la gangrène s'étendre et menacer la paix au-delà des frontières du Burundi. Déjà, l'afflux de réfugiés pose des défis sécuritaires et sanitaires en Tanzanie, avec l'apparition du choléra. Face à ce président dur d'oreille se repaît de la misère et de la souffrance de son peuple, il est donc temps que l'ONU souffle dans une autre musette. Il devient urgent de prendre des sanctions personnelles contre Nkurunziza et son gouvernement. L'EAC ayant failli, l'Union africaine et la communauté internationale doivent venir à la rescousse du peuple burundais en étant plus fermes pour signifier clairement à l'obstiné de Bujumbura que, comme d'ailleurs le réclame l'opposition burundaise, «le gouvernement ne sera pas reconnu et il y aura gel de toutes les aides qui étaient versées au gouvernement burundais».